



Le grand rassemblement des X



Ph. Fotolia

- Ils se retrouvent aujourd'hui à Casablanca autour de la question de l'emploi
- La réflexion lancée sur un écosystème pour l'entrepreneuriat et l'innovation
 - Portraits de polytechniciens sortis des sentiers battus

Comment s'approprier le modèle des Nations unies

■ Une simulation grandeur réelle d'un Conseil de sécurité de l'ONU

■ 80 étudiants de différentes villes du pays participent à cet exercice

■ La 2e session du Ramun organisée à la faculté de droit de Rabat

LA semaine dernière et pendant cinq jours, le grand amphithéâtre de la faculté de droit d'Agdal-Rabat s'est transformé en un espace semblable à celui du siège des Nations unies pour discuter de la paix dans la région Mena. Un thème qui a fait l'objet de la 2e session de Ramun (Rabat model united nations) organisée par la faculté de Rabat en partenariat avec la fondation Konrad Adenauer Stiftung. «L'objectif de cette rencontre est d'implémenter le modèle des Nations unies connu sous l'appellation Ramun qui est un exercice de simulation de délégations qui représentent leur pays au sein des principales instances de l'ONU, notamment le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale», explique Zakaria Abouddahab, vice-doyen de la faculté des sciences ju-



Le groupe d'étudiants représentant les membres du Conseil de sécurité, instance de l'ONU dotée de pouvoirs majeurs pour le maintien de la paix et la sécurité dans le monde. Les travaux de cette session portent sur des exercices de simulation. Chaque étudiant est censé défendre les intérêts du pays qu'il représente en respectant les procédures et les règles de l'ONU (Ph. NEA)

ridiques Agdal-Rabat. Cette session va permettre aux étudiants représentant les délégations de débattre la question de la sécurité dans la région Mena. Une région qui connaît depuis quelques années des troubles et traverse une phase de déstabilisation majeure consécutivement à la dynamique engendrée par ce qu'on appelle les printemps arabes, rappelle Abouddahab. «Il s'agit d'un modèle de formation qui permettra aux étudiants d'apprendre les bonnes pratiques de négociations et la formulation des problèmes politiques

en vue de défendre les intérêts du pays qu'ils représentent», indique Helmut Reifeld, représentant résident au Maroc de la fondation Konrad Adenauer Stiftung. Donc pour Elhabib Eddaqaq, doyen de la faculté de Rabat, cette formation va aider les étudiants à mieux s'approprier les règles du droit international et plus particulièrement le système des Nations unies. C'est le point de vue d'Ilham Bourasse, étudiante en licence sciences politiques d'excellence à la faculté d'Agdal pour qui cette session a permis de mettre en pratique ses connaissances théoriques en droit international et en diplomatie. Parmi les tâches confiées aux étudiants lors de cette session, la préparation des projets de résolutions à soumettre aux instances de l'ONU avec les négociations en coulisse et les alliances nécessaires pour défendre l'intérêt de leur pays. Les travaux de cette

session ont connu la participation de 80 étudiants dont le noyau dur appartient à la faculté de Rabat. Près d'une trentaine d'étudiants sont arrivées des universités publiques et privées d'autres villes du pays. Un groupe d'étudiants participants a déjà bénéficié en 2014 de sessions de formation au Maroc et en Allemagne sous la direction du Dr Walter Peterson, un expert international en système des Nations unies. Parmi les objectifs de ces sessions de formation dans le cadre du Ramun, la préparation de ces jeunes en tant que futurs décideurs politiques et diplomates afin de contribuer à l'avenir au renforcement de la paix dans le monde, conclut un membre des organisateurs. □

Noureddine EL AISSI

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

• Les relations sociales au cœur du 20e colloque de l'Agef

L'Association nationale des gestionnaires et formateurs des ressources humaines (Agef) consacrera son 20e colloque international à la réflexion autour d'un «nouveau modèle de relations sociales». La rencontre se tiendra les 24 et 25 avril à Marrakech. Responsables, chefs d'entreprises, experts internationaux, DRH, cadres, ... y prendront part, afin de formuler des recommandations pour «une logique de co-construction».

• L'université Mohammed V se penche sur l'art de gouverner

Pratique du pouvoir, art de gouverner, gestion du changement, nouveaux rôles de l'Etat, ... Ce sont là quelques-unes des notions qui seront traitées lors du 20e colloque international du Groupement de recherche espace et territoire (Gret) de l'université Mohammed V de Rabat. L'événement, organisé en partenariat avec la chaire Unesco des droits de l'Homme, se tiendra les 23 et 24 avril prochains à Rabat, sous le thème «Etat, gouvernementalité et gestion du changement». De nombreuses personnalités, experts et enseignants-chercheurs y sont attendus, dont le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi, et l'ancien sous-secrétaire général de l'ONU, président de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), Yves Berthelot.

• La culture geek asiatique s'invite à Supinfo

Après Casablanca, c'est au tour de Supinfo Rabat de mettre à l'honneur l'Asie et sa culture geek. L'école a organisé le 12 avril dernier, pour la première fois, une journée dédiée, baptisée Asiatech. Plus de 450 jeunes passionnés d'informatique y ont pris part. Un espace tournois de jeux vidéos, des espaces loisirs (karaoke, danse, dessin), des ateliers (robotique et développement jeux vidéo) ainsi que des quizz ont été organisés sur le campus. □

Alaoui nommé CEO-Project Manager de la Chambre de commerce britannique

ABDALLAH W. Alaoui vient d'être désigné au poste de CEO- Project Manager à la Chambre de commerce britannique au Maroc. Il dirigera le programme «Overseas Business Networks Initiative» (OBNI) lancé par le gouvernement britannique et qui vise à développer les échanges avec 41 marchés ciblés en tant que prioritaires dont le Maroc. Alaoui travaille dans le domaine bancaire depuis plus de trente ans au Maroc et sur le plan international. Il a, entre autres, créé et dirigé la structure de BMCE Bank à Londres de 1997 à 2014. Il a également occupé les fonctions de directeur marketing et communication ainsi que de responsable régional pour la Société Générale au Maroc. Alaoui est titulaire d'un doctorat en économie de l'université Paris X et d'un DESS de langues appliquées de l'université Paris 1 Sorbonne. □



(Ph. AA)

Entrepreneuriat/innovation

Tout un «écosystème» à inventer

■ C'est le thème du colloque 2015 du groupe X-Maroc

■ Climat des affaires, financement, accompagnement des TPE, accès au marché...

■ Le climat des affaires toujours peu propice à la création d'entreprises

LUTTER contre le chômage qui frôle les 10%, et plus particulièrement celui des jeunes, c'est aujourd'hui un véritable casse-tête pour le gouvernement. Avec un public qui a épuisé sa capacité de recrutement et un secteur privé en proie à la crise, encourager la création d'entreprises, l'innovation et l'auto-emploi semble être une bonne issue de secours. Ce sera d'ailleurs le thème du colloque du groupe X-Maroc qui se tient aujourd'hui même à Casablanca, et dont L'Economiste est partenaire. Sauf que

kawalati facilitant l'accès au financement et offrant un appui à la création de TPE aux jeunes de 20 à 45 ans. Lancé en 2006,

libératoire, protection sociale, guichets d'accueil et d'orientation...), pourrait donner un coup de pouce à l'entrepre-

en facilitant la première commande et la simplification des démarches pour la création d'entreprises. Cela relève toujours du parcours du combattant», estime Ahmed Rahhou, président de la commission du Climat des affaires et des PPP à la CGEM (promotion X 1980).

En matière d'innovation aussi, beaucoup reste à faire. Il n'existe que très peu d'organismes soutenant les start-up innovantes, comme le Centre marocain de l'innovation (CMI) et la Caisse centrale de garantie. Faute d'incitations, rares sont les entreprises s'adonnant à de la recherche et développement. Mettre un «écosystème» pour l'innovation et l'entrepreneuriat, c'est ce que prônent les intervenants du colloque du groupe X-Maroc. Ils tâcheront d'en préciser les contours. □

Ahlam NAZIH



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les jeunes plus touchés par le chômage			
Indicateurs	Taux de chômage en pourcentage (2014)		
	Urbain	Rural	Ensemble
15-24 ans	38,1	8,9	20,1
25-34 ans	20,9	4,5	13,9
35-44 ans	8,4	2,7	6,1
45 ans et plus	4,4	1,5	3

Source: HCP

Les 15-24 ans sont ceux qui souffrent le plus du chômage avec un taux de 20,1%. Globalement, sur l'ensemble de la population des chômeurs, les 15-29 ans représentent près des deux tiers (62,6%)

il devait permettre la création de 30.000 unités en 2008. Au final, seules 3.500 ont vu le jour en 2011, dont uniquement la moitié a pu accéder à un crédit bancaire. Les banques avaient surtout relevé l'inconsistance des dossiers et l'importance des impayés, malgré la garantie de l'Etat, selon une étude de l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (Ocemo) de décembre 2014. «Ce programme a échoué parce que les fédéra-

neuriat. Mais trop tôt pour se prononcer.

«Trois pistes n'ont pas été suffisamment explorées à ce jour: le capital risque et le capital amorçage, sur lesquels l'Etat et les grandes entreprises ne sont pas encore très présents, l'accès au marché

Des programmes «sous-dimensionnés»

DEPUIS 2006, plusieurs mesures ont été prises en vue de lutter contre le chômage des jeunes. A travers les programmes Idmaj (stage de formation insertion dans les entreprises pendant 36 mois) et Taehil (formation qualifiante), 400.000 jeunes diplômés ont été insérés sur le marché du travail. Cette année, Idmaj a été revu et corrigé. La période de stage ne dépassera pas 24 mois durant lesquels l'Etat prendra en charge la part patronale de la couverture sociale des étudiants pendant 12 mois. En contrepartie, le tissu privé s'engage à en insérer au moins 60%. La mesure coûtera 400 millions de DH. Par ailleurs, pour les entreprises engageant des jeunes entre 2015 et 2019, l'Etat assume, dans la limite de 5 salariés, la part patronale de la couverture sociale à hauteur de 10.000 DH par mois, et la taxe de formation professionnelle pendant 24 mois. Un budget de 300 millions de DH a été alloué à cette mesure. Cela dit, ces programmes sont «sous-dimensionnés» et «mal orientés», selon une étude de l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient (Ocemo) de décembre 2014. Ciblant principalement les diplômés du supérieur, ils ne couvrent, de fait, qu'un quart de la population des chômeurs. □

faire des affaires au Maroc, ce n'est pas simple. Des procédures lourdes, des délais de paiement monstres, des sources de financements limitées, notamment pour l'amorçage d'entreprises, ...

Le pays a, certes, réalisé quelques progrès sur le classement Doing Business (71e en 2014 sur 189 pays), mais il demeure loin derrière ses concurrents régionaux. En matière d'accès au crédit, par exemple, il se place 104e.

Plusieurs programmes et fonds destinés à la promotion de l'entrepreneuriat ont été lancés, mais ils restent soit insuffisants par rapport à la demande, soit mal exécutés. Cela a été le cas du programme Mou-

tions n'ont pas été consultées. L'exécution a ensuite été confiée à deux associations de microcrédit qui l'ont sous-traitée auprès des jeunes licenciés inexpérimentés. Les banques, de leur côté, n'ont pas joué le jeu», explique Abdellah Elfergui, président de la Confédération marocaine des TPE-PME. «Les petites structures ont surtout besoin d'être accompagnées durant les premières années, et d'accéder aux marchés publics. Aujourd'hui, les 20% qui doivent leur être réservés ne sont toujours pas bien précisés», poursuit-il.

Le nouveau statut d'auto-entrepreneur, avec toutes les facilités offertes (simple inscription sur un registre national, impôt



BANYAN TREE
- TAMOUDA BAY -

En vue de l'ouverture prochaine du Banyan Tree Tamouda Bay, Tétouan, nous sommes à la quête de personnes ambitieuses qui partagent nos valeurs. Rejoignez nos équipes et bénéficiez d'une expérience unique où l'excellence du service, le contact humain et le souci du détail font partie de nos valeurs.

Nos opportunités :

- **Assistants : de Direction, Ressources Humaines, Comptabilité, Restauration**
- **Directeur Commercial, Assistant commercial en charge du marketing (H/F)**
- **Directeur de l'Hébergement, Assistant, Responsable de nuit, Superviseur de réception**
- **Responsable Réservations, Agents réservation, Guest Relation**
- **Gouvernante, Assistante, Majordome**
- **Responsable de la restauration, Directeurs de Restaurants**
- **Chef de Cuisine, Sous Chefs**
- **Responsable des Achats, Econome**
- **Contrôleur de gestion, Comptable, Comptable fournisseur, Cost contrôleur**
- **Adjoint Directeur Technique, Assistant Chef Ingénieur**

Pour toute candidature spontanée merci de nous adresser une lettre de motivation et un CV à l'adresse suivante:
tamoudabay@Banyantree.com

Les banques à court de crédits «solvables»

■ Les TPME pas toujours capables de justifier les sources de cash-flows

■ Croissance, liquidités, diversité des sources de financement... à renforcer

■ Attijariwafa bank: 4,1 milliards de DH pour les TPE en 2014

- L'Economiste: Les PME et TPE se plaignent souvent de la difficulté d'accès au financement. Qu'est-ce qui bloque généralement?

- **Ismaïl Douiri:** Je vous répondrais que les banques se plaignent de la faible demande de crédit solvable et déploient beaucoup d'efforts en faveur des PME et TPE! Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la concurrence entre les banques pour l'octroi de crédits aux clients dont le risque est bien compris est tellement intense qu'il arrive que l'activité se fasse à perte si les banques sont rigoureuses dans le calcul de leurs prix de revient: le coût de la liquidité, les charges de traitement, le coût du risque, la fiscalité et la rémunération des fonds propres qu'il faut réglementairement al-



Ismaïl Douiri (promotion X 1987), DG d'Attijariwafa bank: «Le spectre de l'offre de financement au Maroc est de plus en plus large, mais quelques compartiments sont encore à encourager, surtout en faveur de l'entreprise jeune ou en création» (Ph. Attijariwafa bank)

louer à l'activité. Il est donc primordial pour les banques d'élargir en permanence leurs fonds de commerce et de prêter à plus de PME et de TPE.

- **Que reproche-t-on le plus aux jeunes entreprises?**

- L'inadéquation entre l'offre et la demande de crédit provient généralement de la difficulté pour l'entreprise d'expliquer et de prouver par des chiffres récents et fiables la source de cash-flows prévisibles, et qui permettra de rembourser le

crédit. Dans certains cas, les banques ont recours à des garanties pour tenter de se protéger en cas de défaut de remboursement, et ces garanties peuvent ne pas être disponibles, ou être difficilement réalisables à cause de la lenteur des procédures. Je salue à ce titre la réforme en

filiale Wafasalaf pour offrir un produit innovant en direction des TPE. Grâce à cela, nous avons pu débloquer 4,1 milliards de DH de nouveaux crédits en 6 mois pour cette clientèle en 2014. Les PME et les TPE représentent une part significative de nos crédits au Maroc, qui continue de croître d'année en année. Nous sommes aussi la banque du financement de l'investissement: notre part de marché dans les crédits d'équipement est de 39% à comparer à une part de marché générale dans les crédits de 26%.

- **A votre avis, comment favoriser l'accès au financement?**

- Il faut d'abord reconnaître que les volumes de crédits octroyés par le secteur bancaire marocain, comparés à la taille de notre économie, nous place dans les tout premiers rangs au niveau africain, et à un rang très honorable sur le plan mondial. Donc le levier à plus fort impact est d'abord d'accélérer la croissance économique, elle-même le fruit d'investissements productifs, de consommation et d'échanges commerciaux internationaux. Il faut ensuite que le prix de la matière première principale, la liquidité, soit prévisible et transparent sur toutes les maturités, ce qui nécessite

Tous les segments bons à prendre

PETITES ou grandes entreprises, particuliers, les banques ratissent large pour élargir leur fonds de commerce. «Dans notre contexte très concurrentiel, avec des rentabilités qui en chiffres absolus peuvent paraître élevées mais sont relativement faibles comparés aux fonds propres que nos actionnaires mobilisent, tous les segments de clientèle sont intéressants», souligne Ismaïl Douiri. Les futurs auto-entrepreneurs seront donc également en ligne de mire. «Il est essentiel de donner au plus grand nombre une chance de pouvoir entreprendre et de s'insérer dans l'économie formelle. Attijariwafa bank ne manquera pas d'accompagner ces mesures comme elle l'a toujours fait pour les réformes de fond», explique le DG. □

cours au sujet des sûretés mobilières qui permettra d'élargir le spectre des sûretés que pourront accepter les banques. Il est aussi important de noter que le crédit bancaire n'est pas l'instrument adapté à tous les besoins de financement d'une petite structure. A titre d'exemple, une entreprise de création récente dont les cash-flows sont inexistantes ne devrait pas y recourir, car il faut déjà avoir des prévisions établies.

- **Les banques font-elles aujourd'hui plus d'efforts en matière d'accompagnement de cette catégorie?**

- Les segments qui ont le plus besoin d'accompagnement sont les PME et les TPE. Attijariwafa bank, banque universelle, a toujours été la banque de la PME. Nous avons combiné nos compétences d'analyse du risque acquises sur plus d'un siècle avec celles, plus récentes et de nature plus mathématique, de notre

environnement macro-économique stable et une courbe des taux des bons du Trésor bien arbitrée. Il faut aussi que les processus de distribution des crédits souffrent du moins de distorsion possible: il faudrait une hiérarchie claire des risques et de la rentabilité. Pour cela, il ne faut pas qu'il y ait d'activités générant des «super-profits», c'est-à-dire générant une rentabilité supérieure à une autre, tout en présentant des risques inférieurs. Enfin, il faut que l'offre et la demande se rencontrent, à la fois par la diversité d'instruments de financement adaptés à chaque problématique, et par l'éducation financière de tous les agents économiques, la bonne gouvernance, la transparence, l'éthique et la citoyenneté en matière de fiscalité. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Amesip

Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire s'investit depuis près de 20 ans sur le terrain auprès des enfants en situation difficile par des projets d'éducation et de formation concrets et utiles à notre société.

www.operationsoleil.org

Pour la soutenir, un seul geste suffit: un **DON** et vous donnez une chance à un enfant de nos quartiers de voir son avenir briller. Mobilisons-nous ensemble pour donner de la lumière et de l'espoir à nos jeunes en envoyant **HIBA** au **9779** pour les résidents au Maroc ou par virement à

AMESIP TAKAFOUL
Crédit Agricole Rabat-Agdal
RIB: 225 810 0151074776510101 84



Ces X sortis des sentiers battus

Les X marocains sont au nombre de 385 (35 ans de moyenne d'âge), dont une majorité d'hommes (354). Les polytechniciens sont surtout connus pour être de grands cadres ou commis de l'Etat. Le PDG de RAM, Driss Benhima, le ministre de l'Intérieur, Mohamed Hassad, ou encore le wali de Casablanca, Khalid Safir (également président du groupe X-Maroc), en sont parmi les plus célèbres.

Selon les statistiques 2015 de l'Ecole polytechnique, la moitié des lauréats choisit d'intégrer le secteur privé, 27% s'orientent vers une thèse de doctorat et 15% rejoignent le corps de l'Etat. Très peu décident de créer leur entreprise à la sortie de l'école. Portrait de ces X marocains, jeunes et moins jeunes, qui ont tenté l'aventure entrepreneuriale en empruntant la voie de l'innovation.

■ Karim El Alami

Karim El Alami, qui a rejoint l'Ecole polytechnique en 2011, effectue actuellement sa dernière année à l'université de Californie à Berkeley. Dans un mois, il décrochera son double diplôme des deux établissements. El

Alami est déjà une graine d'entrepreneur. Dès juin prochain, il prévoit de lancer sa start-up, «eLum». Sa solution: réduire la facture électrique des bâtiments (industriels, commerciaux et publics). Grâce à des prévisions de consommation, une modélisation de la production des panneaux solaires et du comportement des batteries, le jeune X propose une allocation optimale des flux d'énergie. Le concept sera, à terme, transposé au Maroc.

Karim El Alami est parrainé par deux poids lourds: Scott Moura, un spécialiste mondial des systèmes énergétiques, qui est également son prof à l'UC Berkeley. Et Daniel Kammen, co-récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2007 avec le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

■ El Mahdi Mhamdi

Son diplôme d'ingénieur de l'X en poche en 2010, El Mahdi Mhamdi part à Berlin pour un stage. C'est là qu'il a vent de l'excellence suisse dans la recherche. Ce qui le pousse à choisir l'Ecole polytechnique fédérale de Lau-

sanne (EPFL) comme école d'application, alors que, traditionnellement, les X s'orientent vers l'Ecole des Mines de Paris, ou encore Ponts et Chaussées. Durant cette période, il démarre des recherches dans la physique des cellules solaires. Mais il découvre très vite que ce n'était pas là sa vocation. De par son implication dans des projets médias-web, il était convaincu que le web allait chambouler le secteur de l'éducation, comme cela fut le cas dans le journalisme. Après avoir

obtenu son diplôme final de polytechnicien et son master of sciences de l'EPFL en 2012, avec un autre marocain, Rachid Guerraoui, il lance Wandida: une librairie de leçons vidéo de mathématiques et physique, alliant concision et rigueur universitaire. Le tout en plusieurs langues (darija, amazigh, arabe classique, français et anglais). Le projet, financé par l'EPFL et Google Zurich, a ensuite été rejoint par des professeurs de plusieurs écoles (EPFL, l'X et l'INRIA).

La page de la physique expérimentale tournée, El Mehdi Mhamdi s'appête à entamer une thèse de doctorat, en septembre prochain à l'EPFL, en informatique théorique.

■ Othmane Bekkari

C'est dans le secteur privé, où il a enchaîné les postes de management, que Othmane Bekkari a baigné depuis sa diplomation de l'X en 1993. Sur les vingt dernières années, il a pu développer plusieurs marques et concepts, notamment dans l'industrie, la

banque, la grande consommation, le retail et les services. En 2014, il décide de lancer sa propre boîte, Gomobile. «Connect the unconnectable», c'est son slogan. A travers ce projet d'entrepreneuriat social, Bekkari ambitionne de connecter les populations défavorisées et analphabètes aux nouvelles technologies, grâce à un simple téléphone mobile et à l'utilisation de la voix. Gomobile propose un réseau social vocal, ainsi que des outils d'animation de communauté et d'extensions de système d'information.

■ Hamid Belmekki

Il n'est pas entrepreneur, mais plutôt intrapreneur. La recherche et l'innovation, c'est son credo. Hamid Belmekki, lauréat de Polytechnique en 1996 et de l'Ensta (Ecole nationale supérieure de techniques avancées) en 1999, est actuellement responsable de la R&D au sein de la Société Générale en France. Il donne également des cours en

nouvelles technologies et finance dans plusieurs institutions dont l'Université internationale de Rabat, et dirige des équipes de recherche à l'international. En 2013, il a fondé une structure nearshore de R&D pour le compte de la SG au Maroc, SGATS (Société Générale Africa Technologies and Services), qui a recruté des dizaines de jeunes ingénieurs. La filiale, qui a décroché le statut CFC (Casablanca Finance City), a pour mission de développer des logiciels et librairies de formation de prix de produits financiers, ainsi que des outils de gestion des risques.

■ Driss Traki

Il n'est jamais trop tard pour se lancer dans l'entrepreneuriat. Ce n'est qu'en 2011 que Driss Traki (promotion X 1973) a commencé à investir dans des start-up innovantes dans l'immobilier et les mines. L'ex-patron de la Compagnie minière

de Touissit, qu'il a introduite en Bourse en 2008, se donne actuellement pour mission de soutenir les porteurs «d'idées géniales», à travers une structure d'accompagnement dédiée qu'il est en train de monter, Startup-Africa. Il cible les secteurs de l'agroalimentaire, la santé et les nouvelles technologies, notamment les projets tournés à l'international.

Egalement diplômé de l'Ecole des Mines de Paris (1977), Driss Traki a enchaîné les postes de responsabilité au sein des différentes filiales du groupe ONA, qu'il a quitté fin 2014. Il a également effectué un passage à l'OCP, en tant que directeur de la coordination des opérations et directeur chargé de mission.

Traki a, en outre, été deux fois chef de cabinet de l'ancien ministre du Commerce extérieur, Mourad Chérif, qui a également été à la tête des Finances. □

A. Na.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les Laboratoires Pharmaceutiques Cooper Pharma Recrutent des Délégués Médicaux Et un Animateur Régional À Laâyoune

Dans le cadre de la stratégie de développement des Laboratoires Pharmaceutiques **Cooper Pharma**, nous recrutons pour notre **bureau régional à Laâyoune des Délégués Médicaux et un Animateur Régional**.

Profil recherché

Visiteurs médicaux H/F :

- De formation scientifique Bac+4 (débutant ou avec expérience) ;
- Vous avez le sens du relationnel, une bonne présentation et une bonne élocution ;
- Vous avez le goût du travail en équipe et un bon esprit d'initiative.

Animateur Régional H/F :

- De formation scientifique Bac+4 ou plus
- Vous avez une expérience de 2 ans dans la délégation médicale et/ou la gestion d'équipe ;
- Vous êtes organisé(e), autonome, et avez le sens des priorités ;
- Votre aisance relationnelle, votre force de proposition et de persuasion sont vos principaux atouts.
- Votre connaissance du secteur est souhaitée.

Votre enthousiasme, votre disponibilité, votre rigueur et votre adaptabilité sont les clés pour la réussite dans votre mission.

Vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et pluridisciplinaire, n'hésitez pas à nous envoyer votre candidature (CV + Lettre de motivation) par email au : ressourceshumaines@cooperpharma.ma

«Les auto-entrepreneurs, pépinière des PME de demain»

■ Le dispositif sera lancé «très rapidement»

■ Les salariés et fonctionnaires exclus de facto

■ L'échec ne doit plus être un tabou!

- L'Economiste: Jusqu'à présent, les programmes dédiés à l'entrepreneuriat n'ont pas réussi ou restent insuffisants. Quelles seraient pour vous les pistes à explorer?

- Mamoun Bouhdoud: Il en existe clairement deux. Tout d'abord, promouvoir les réussites marocaines et valoriser l'entrepreneur. Ce dernier, à travers la création d'emploi et de valeur, est le moteur de toute économie libérale. Il est primordial de favoriser sa capacité à prendre des risques et à sortir de sa zone de confort. L'échec ne doit plus être un tabou, mais une source d'apprentissage.

Nous devons également ériger l'entrepreneuriat comme priorité pour une convergence de tout l'écosystème (public, privé et banques) autour de cette vision.



Mamoun Bouhdoud, ministre délégué en charge des petites entreprises et de l'intégration de l'économie informelle (promotion X 2004): «L'entrepreneur est le moteur de toute économie libérale. Il est primordial de favoriser sa capacité à prendre des risques et à sortir de sa zone de confort» (Ph. L'Economiste)

C'est ce qui permettra l'émergence d'un environnement favorable à la création d'entreprises.

- C'est justement l'objectif du statut d'auto-entrepreneur. Mais pour certains, le plafonnement du chiffre d'affaires à 500.000 DH pourrait encourager au noir. Qu'en pensez-vous?

- Les plafonds ont été pensés de manière à ne pas empiéter sur les autres

régimes. Ce statut permet avant tout de libérer l'esprit d'entrepreneuriat par sa simplicité. Beaucoup d'entrepreneurs sont inhibés par les démarches administratives, le but de ce statut est de lever ces lourdeurs. Nous avons besoin d'entrepreneurs solides qui n'ont pas peur de l'échec. Or, notre pays refuse cet échec. Je cite souvent l'exemple des Etats-Unis qui valorisent les expériences ratées, car ils estiment que la courbe d'expérience augmente. Ce

statut offre justement la possibilité de tenter l'aventure et d'échouer sans complexe et sans risques. Le domicile de l'auto-entrepreneur est, dans tous les cas, insaisissable. Ces auto-entrepreneurs seront la pépinière, l'antichambre des entreprises pérennes de demain. J'aimerais préciser que les meilleurs auront vocation à grandir et devenir des PME.

- Outre les professions libérales et profils écartés du régime du forfait, les salariés du privé et les fonctionnaires, sont-ils exclus de fait de ce statut?

- Exact. Ce statut n'est pas destiné à cette catégorie. Il permet, cependant, à un large public (jeunes, diplômés chômeurs, seniors, ...) mis à l'écart de l'entrepreneuriat de s'y lancer. Nous devons nous assurer de la réussite de l'opérationnalisation. La mise en œuvre de ce statut commencera par un pilote et ne sera probablement pas parfaite. Mais un comité national de l'auto-entrepreneur permettra de corriger ces imperfections. Le dispositif est prêt et sera lancé rapidement. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Capital amorçage, le chaînon manquant



Karim Benjelloun (promotion X 1994) est gestionnaire de fonds d'investissement pour PME, un domaine qu'il pénètre en 2006 en intégrant le fonds Viveris Management, leader français du capital investissement pour PME. Benjelloun aura ensuite à diriger le compartiment marocain du fonds euroméditerranéen AlterMed.

Diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'École nationale supérieure des télécommunications, il a démarré sa carrière à Paris, en dirigeant une société spécialisée dans les chèques-cadeaux sur internet. Il a également été chargé de mission au cabinet du Premier ministre Driss Jettou (Ph. KB)

LE capital-investissement au Maroc est en avance dans la région. En 15 ans, les 120 professionnels qui le constituent contribuent à 0,08% du PIB, surperformant la zone MENA (0,01% du PIB). Pourtant, les fonds de capital-investissement existants au Maroc ont des stratégies qui ne leur permettent pas

de procéder à de l'amorçage. Certains d'entre eux, comme Maroc Numeric Fund dans les nouvelles technologies, ou Nebétou Fund dans l'agroalimentaire, encouragent le capital-risque, qui est le stade au-dessus de l'amorçage.

La particularité d'un fonds d'amorçage est qu'il est constitué d'entreprises

dont certaines vont échouer. Par conséquent, il investit exclusivement dans des entreprises à retour sur investissement élevé, permettant à celles qui réussiront de compenser celles qui disparaîtront.

Les derniers chiffres publiés par l'Association marocaine des investisseurs en capital (AMIC) montrent d'ailleurs que le cas du Maroc est conforme à ce qui se passe à l'international, avec des multiples d'investissement de 2,7 pour le capital-développement, contre 1,1 pour le capital-risque.

En l'absence d'incitations fiscales pour le secteur privé, la création d'un fonds d'amorçage au Maroc est une démarche ne pouvant relever que des pouvoirs publics. Lors du Global Entrepreneurship Summit à Marrakech en novembre dernier, le ministre de l'Economie et des Finances a annoncé une enveloppe de 50 millions de dollars mise à disposition par la Banque mondiale en faveur de l'amorçage. L'AMIC col-

labore étroitement à cette initiative, qui va favoriser la création de l'écosystème nécessaire.

L'entrepreneuriat pour la création d'emplois, notamment pour les jeunes, est une solution qu'il faudra développer. D'après une analyse du cabinet Roland Berger, le Brésil et la France créent 10 fois plus d'entreprises pour 1.000 jeunes que le Maroc. S'il y a un point sur lequel insister à ce sujet, c'est celui de l'accompagnement des entrepreneurs marocains. Seuls 2.500 sont accompagnés chaque année. Majoritairement sur les démarches administratives pour le lancement de leur entreprise, plutôt que sur les business models, la politique commerciale et l'accès aux financements. Les futurs fonds d'amorçage y contribueront. A côté d'eux, l'émergence de business angels reste primordiale. □

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Polytechnique veut former plus d'entrepreneurs



■ Seuls 3% des nouveaux diplômés créent leur entreprise

■ L'École monte un pôle dédié à la formation en entrepreneuriat

■ Les cours seront rassemblés dans un nouveau bâtiment livré en juillet 2015

- **L'Economiste: Une faible part des lauréats de l'École polytechnique se lance dans l'entrepreneuriat. Pour quelle raison?**

- **Matthieu Somekh:** L'École encourage et soutient l'entrepreneuriat auprès de ses élèves, et 3% d'entre eux se lancent tout de suite dans une aventure entrepreneuriale après l'obtention de leur diplôme. Ce chiffre peut sembler faible, mais il est en ligne avec ce que l'on constate dans certaines grandes institutions de par le monde que l'on associe volontiers à l'entrepreneuriat, comme l'université de Stanford. La proportion de diplômés de l'École qui créent leur entreprise a d'ailleurs plus que doublé en quelques années. Nous encourageons également l'esprit d'entrepreneuriat au sein de nos laboratoires, et nous voyons se développer de plus en plus de spin-off ou start-up issues de notre centre de recherche.

Il faut aussi regarder la tendance



Matthieu Somekh, directeur Entrepreneuriat & Innovation de l'École polytechnique: «L'ambition de l'École aujourd'hui est de compléter ses formations par plus de sensibilisation et des outils d'accompagnement aux premières étapes de la création de start-up» (Ph. École Polytechnique)

D'autres décident d'abord de commencer leur carrière au sein de grands groupes ou cabinets de conseil.

- **N'est-ce pas en relation avec la nature de la formation offerte qui vise d'abord à produire des cadres?**

- L'École polytechnique offre à ses élèves une grande variété de débouchés. Elle forme des hauts responsables aussi bien pour l'État, la recherche et les entreprises. Notre formation est multidiscipli-

pense par exemple aux intrapreneurs, des profils évoluant au sein de grandes organisations et développant pour leur compte différents projets.

- **L'École vient de créer un pôle dédié. Comment va-t-il fonctionner?**

- L'École a, en effet, créé en avril 2014 le pôle Entrepreneuriat et Innovation, dont je suis responsable. Il a pour objectif la sensibilisation des différentes populations de l'écosystème de l'École. Il vise aussi à mettre en place des outils d'accompagnement destinés aux entrepreneurs.

Si l'École forme des entrepreneurs depuis longtemps, avec des programmes dédiés dont plusieurs masters, son ambition aujourd'hui est de compléter ces formations par plus de sensibilisation et des outils d'accompagnement aux premières étapes de la création de start-up. L'École souhaite aussi donner plus de visibilité à

ces nombreuses initiatives. Le pôle que je pilote a notamment pour mission de créer un lieu où elles seront concentrées. Ce bâtiment Entrepreneuriat est d'ailleurs en cours de construction, il sera prêt d'ici juillet 2015. Dans cet espace animé, convivial et ouvert, nous favoriserons l'expérimentation, le travail d'équipe et les initiatives estudiantines. L'accélérateur de start-up ainsi qu'une extension de la pépinière d'entreprises de l'École et un espace de prototypage y seront aussi hébergés. Des actions de sensibilisation, avec des workshops et des rencontres avec des entrepreneurs, des investisseurs et autres partenaires industriels, prendront également place dans ce bâtiment. □

Propos recueillis par
Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Chaires, coworking,... la formule de l'X pour l'innovation

CRÉER un espace de rencontre entre les élèves et les différents intervenants dans le processus d'innovation, c'est l'un des ingrédients de l'École polytechnique pour stimuler l'esprit d'entrepreneuriat et l'émergence d'idées innovantes. «Notre objectif est de favoriser la création d'un écosystème, et d'en faire un lieu de rencontre entre porteurs de projets, financeurs, entreprises et grands groupes. Dans le nouveau bâtiment en construction, nous prévoyons un espace de coworking très structurant», explique Matthieu Somekh. L'École s'appuie également sur la création de chaires. Elle en compte une vingtaine, dont une sur l'innovation technologique et l'entrepreneuriat qui vient d'être montée avec l'équipementier aéronautique Zodiac Aerospace et la BNP. L'École veille enfin à dispenser une formation adéquate en matière d'innovation, à la fois technologique et d'usage, en recrutant les meilleurs talents dans le domaine. □

quelques années après la diplômation. Nous sommes en train de lancer une enquête qui va jusqu'à 6 ans après l'obtention du diplôme. En effet, une part significative de nos diplômés, environ 30%, se dirige vers une thèse de doctorat, et bon nombre choisissent ensuite, et sur la base de leurs travaux de recherche, de se lancer dans une aventure entrepreneuriale.

Elle vise à doter nos diplômés de tous les outils leur permettant d'appréhender des projets complexes avec des composantes variées. Cette faculté de gérer la complexité est propre aux entrepreneurs qui sont aujourd'hui amenés à traiter des problématiques de plus en plus larges. Par ailleurs, les entrepreneurs ne sont pas seulement ceux qui montent des start-up. Je



Dans le cadre de son développement,
L'ASSOCIATION KANE YA MAKANE RECRUTE :

• un(e) responsable pédagogique

• un(e) chargé(e) pédagogique

Ces deux personnes seront en charge de la conception, du suivi du déploiement du programme artistique Tanour, de la formation et de l'encadrement des animateurs du projet sur le volet animation des ateliers artistiques

• un chef de projet senior polyvalent.

Créée en août 2009 pour concrétiser la conviction de ses fondatrices que l'art et la culture peuvent contribuer de manière significative au développement humain, éducatif, social et économique des populations défavorisées, l'association Kane Ya Makane déploie aujourd'hui 2 projets dans 3 régions du Maroc :

- **Tanour +**, destiné à favoriser l'éveil, l'épanouissement et la créativité de 3000 élèves issus de 17 écoles publiques rurales à travers des ateliers artistiques (arts plastiques contes, comptines, théâtre, marionnettes, bandes dessinées, ciné-clubs...) animés au sein même des écoles ; le projet vise également à dynamiser les techniques d'enseignement des professeurs des écoles d'intervention à travers la mise en place de formations à leur profit ;

- **Talents de femmes** qui permet le développement socio-économique d'un groupe de femmes rurales à travers l'art.

Pour plus d'informations sur les postes à pourvoir et les activités de Kane Ya Makane, consulter notre site www.kaneyamakane.com